

[Traduction]

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, la seule chose qui me surprend dans la réponse du député à la question de son collègue d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), c'est sa suffisance à l'égard d'un discours qu'il a lu dans son entier. Selon moi, le fond est à ce point contraire à l'esprit du projet de loi qu'il aurait dû avoir honte d'avouer l'avoir lui-même rédigé.

Il a dit une ou deux choses intéressantes à propos du programme énergétique. J'aimerais en mentionner une en particulier. Il a déclaré que le programme énergétique allait bien plus loin. C'est exactement ce qu'il a dit, que le programme allait bien plus loin. Selon moi, c'est le premier d'une série de projets de loi qui vont nous mener à la catastrophe. Cela va très loin. Il s'agit aussi, selon moi, d'une première tentative pour reprendre aux provinces le contrôle des ressources naturelles, par des voies détournées si ce n'est carrément. En ce sens, le député a raison. Ce n'est qu'un début. C'est justement ce qui nous inquiète: ce n'est qu'un début. Selon moi, l'idée n'est pas de partager les richesses nationales mais bien plutôt de mettre la main—une main guide—sur ces mêmes richesses.

Un jour, les territoires deviendront des provinces. Si le gouvernement actuel est alors encore en place, ces ressources naturelles ne seront pas rendues à ces nouvelles provinces. Il aura fallu 25 ans à l'Alberta pour reprendre possession de ses richesses naturelles. Il faudra 75 ans à ces futures provinces—du Nord-Ouest et du Yukon—pour en reprendre possession, si les libéraux sont toujours au pouvoir.

Ce projet de loi représente le plus fantastique accaparement de richesses de toute l'histoire de notre pays. Deux qualificatifs viennent immédiatement à l'esprit quand on l'examine: totalitaire et stupide. Il est à ce point teinté de socialisme que les socialistes eux-mêmes s'y opposent avec raison d'ailleurs. Un gouvernement démocratique devrait s'abstenir de présenter un projet de loi de ce genre au Canada. Je voudrais parler de certains de ses articles pour savoir ce que les députés libéraux qui l'appuient en pensent. Il suffit d'examiner les résultats pour se rendre compte comment l'ensemble de ces mesures influe sur le Canada. Ces résultats ont été exposés par certains députés, des journaux et des Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

● (1640)

Les résultats de ce projet de loi devraient inciter le ministre et le gouvernement à se rendre compte que sa politique ou ses mesures énergétiques sont peu pratiques. La compagnie Syncrude réduit son activité. Texaco quitte Fort McMurray. Suncor est menacé. Le projet de sables bitumineux Alcanadian Oil a été suspendu. Le syndicat à Hibernia ne peut se lancer dans la production. Husky Oil réduit ses travaux à Lloydminster et on fait de même au projet de Cold Lake. Tout projet pétrolier important en Alberta est en danger, suspendu ou supprimé complètement. Le gouvernement actuel tente-t-il d'anéantir notre pays?

Le gouvernement n'a qu'à examiner les faits. Il n'y aurait sûrement pas autant de dégâts dans aucune industrie si le gouvernement présentait de bons programmes. Les Canadiens sont raisonnables. Ils veulent bien risquer leur argent s'ils ont une chance raisonnable de le faire profiter. Ils ne prendront pas de risques cependant si le gouvernement applique des programmes qui laissent prévoir qu'il pourrait s'emparer de

Pétrole et gaz du Canada—Loi

leurs entreprises. Le gouvernement parle de canadianisation, mais en réalité c'est l'étatisation. Il veut étatiser les entreprises comme celle des sables bitumineux en Alberta et toutes celles qui réussissent.

Les Albertains savent quelles sont les intentions du gouvernement et les Canadiens commencent à s'en rendre compte. Ils n'ont qu'à voir les principes totalitaires qui sont appliqués. Il y a par exemple l'action unilatérale du gouvernement au sujet de la constitution. Peu importe au gouvernement, semble-t-il, de quelle façon le pays a pris naissance. Ce sont les provinces qui ont décidé de s'unir pour former un gouvernement fédéral. Cela n'empêche pas le gouvernement de penser qu'il peut leur dicter leur conduite.

Le gouvernement fédéral devrait comprendre que le Canada a été édifié grâce à la collaboration, et cette collaboration ne s'est pas démentie au cours des années. Il n'y avait pas l'esprit de division qui existe actuellement entre francophones et anglophones, entre l'Est et l'Ouest. Ces divisions sont dues à la politique du premier ministre actuel (M. Trudeau) et de son gouvernement, et les Canadiens en souffrent. La politique énergétique n'est qu'un nouvel exemple des aspirations dictatoriales de ce gouvernement, de son désir de tout contrôler.

Examinons de plus près certains articles de ce projet de loi. Pour qu'il existe une concurrence valable dans une démocratie, il faut que les gens aient une chance raisonnable de réaliser un bénéfice acceptable. Cette condition n'existe pas, ce qui nuit à beaucoup de petites entreprises. Cela ne dérange pas trop les multinationales, qui peuvent tenir le coup pendant les quatre années où le gouvernement actuel restera au pouvoir, mais les petites sociétés se font briser les reins. Le gouvernement a décrété qu'il fixera le prix du pétrole, à la tête du puits, à moins de la moitié de sa valeur et ce, pendant un certain nombre d'années. Les hausses proposées ne couvriront même pas les coûts de l'inflation. Ces hausses sont fixées par le gouvernement et non pas par les mécanismes du marché.

L'Alberta ne possède pas de base industrielle et dépend de ses ressources non renouvelables. Si nous ne nous servons pas à bon escient des revenus de ces ressources non renouvelables nous n'aurons plus rien et nous nous retrouverons dans la situation où nous étions durant la dépression alors que sévissait partout la famine au Canada. Le gouvernement doit comprendre que nous cherchons à renforcer le Canada et que si l'Alberta devient plus forte, le Canada le deviendra aussi et que notre pays n'est pas plus fort que sa province la plus faible.

Le gouvernement a pris à part une province et déclaré qu'il allait l'affaiblir, la dépouiller de ses ressources et de tout ce qui lui plaisait et que si elle résistait, il la materait. Cette politique est en train de détruire l'industrie pétrolière. Cette politique conduira à sa perte non seulement l'Alberta mais le pays tout entier. Le prix du pétrole à la tête de puits va être fixé par le gouvernement et non plus négocié ou déterminé par les forces du marché. Au Canada nous avons toujours laissé les forces du marché et le jeu de la concurrence déterminer les prix. Le résultat de la concurrence est le prix à la consommation mais dans ce cas-ci le prix sera fixé par le gouvernement. L'État paternaliste pourra imposer sa volonté.

Le gouvernement a également décidé de fixer le prix intérieur du gaz naturel à un niveau encore inférieur à celui du pétrole. Il a imposé une taxe à l'exportation du gaz naturel qui aura pour effet d'enlever à l'industrie l'occasion d'améliorer